

Syrie : les va-t-en-guerre momentanément battus

Il s'en est fallu de peu qu'un conflit international n'éclate au Moyen-Orient ! Depuis le début du conflit en Syrie, les gouvernements occidentaux, français notamment, n'ont eu de cesse de soutenir l'opposition armée au gouvernement syrien dirigé par Bachar El Assad, quoi qu'elle fasse et malgré le renforcement rapide en son sein d'une aile djihadiste particulièrement cruelle contre les Syriens eux-mêmes.

L'utilisation de gaz sarin, dans la banlieue de Damas fin août, a entraîné un appel immédiat au bombardement de cibles pro-gouvernementales de la part de dirigeants occidentaux peu regardants sur les preuves de culpabilité d'un camp ou de l'autre. Côté occidental, c'est un peu "N'importe qui sauf Bachar El Assad !".

Peu importe la complexité de la situation, les dangers de contagion régionale du conflit, les tensions internationales avec Chine, Iran et Russie, il fallait bombarder Damas !

Peu importe les morts et le chaos qui accompagneraient ces bombardements ! Peu importe les risques de voir basculer ce pays de tolérance religieuse dans le Moyen-Âge islamique !

Les dramatiques précédents d'interventions occidentales en Afghanistan, en Iraq ou, plus récemment en Libye, n'ont pas servi d'avertissements pour des dirigeants occidentaux qui défendent des intérêts bien loin des discours officiels sur les Droits de l'Homme ou sur la démocratie.

Tour-à-tour, le gouvernement britannique puis celui des Etats-Unis se sont retrouvés bloqués par leurs parlements dans leur stratégie guerrière, laissant seule la France continuer à défendre l'option militaire.

Les propos vengeurs de François Hollande et de son ministre de la guerre, Laurent Fabius, à l'encontre du gouvernement syrien, ont décrédibilisé la France pour longtemps sur la scène internationale.

Il aura fallu une initiative russe, imposant un contrôle des armes chimiques en Syrie, pour que les bouteux français baissent les armes.

Municipales 2014 Evreux et son agglomération

Suite au débat citoyen du 16 juin à la Maison de quartier à Nétreville, un Collectif de travail bien au-delà des composantes du Front de gauche s'est mis en place pour aller au contact de la population de chaque quartier d'Evreux et des communes limitrophes.

Le premier objectif consiste à écouter « ce que les gens ont dans la tête », ceci pour éviter les « raccourcis » et trancher sans avoir eu le temps au préalable de mesurer la « température ». Ces municipales ont un enjeu local mais personne ne peut nier que le climat national et européen va peser sur les scrutins à venir. Les huit élus communistes et apparentés d'Evreux ont mené une véritable bataille des idées hors du commun lors de cette

mandature. Ceci pour non seulement être respectés, mais aussi pour rappeler que la majorité municipale a été élue pour appliquer une politique de gauche et non social-libérale. Mais il faut reconnaître que dans la tête des électeurs, ces constats sont loin d'être connus, et même partagés. D'où l'organisation de débats citoyens avant de prendre une décision de repartir sur les mêmes bases unitaires ou construire un programme politique « vraiment à gauche » réunissant sur une liste des personnalités locales partageant ces valeurs.

Mardi 1er octobre à 18h00 à l'Amicale laïque de la Madeleine, le collectif va préparer le contenu et le contenant de ces débats citoyens.

Jacques DUVAL nous a quittés, communiste de la section de Vernon depuis des dizaines d'années est décédé le 7 septembre dernier à l'âge de 65 ans. La maladie l'a emporté très rapidement. Les communistes et sympathisants présentent leurs sincères condoléances à sa compagne Viviane et à toute la famille, en particulier à son fils Fabien. Il a été inhumé au cimetière de Vernonnet le 13 septembre dernier.

REGARDS SUR L'EURE hebdomadaire édité par la Fédération de l'Eure du PCF - commission paritaire n° 1009 P 11340 Directeur de publication R. Clouet BP 855 27008 Evreux Cedex - Tél. 02.32.39.46.82 - eurepcf@orange.fr site : www.27.pcf.fr

Comme le rappelait Pierre Laurent au Sénat le 5 septembre dernier, *"la crise syrienne est devenue une terrible guerre civile, déclenchée, il y a plus de deux ans maintenant, par la répression brutale et sauvage du régime de Bachar El Assad contre son peuple, et amplifiée depuis par l'internationalisation et l'ingérence militaire croissante des puissances régionales et internationales dans le conflit"*. Dans ce contexte, *"la France doit agir mais sûrement pas pour rajouter de la guerre à la guerre, du sang au sang"*, insistait le secrétaire national du PCF.

Dans ce même discours, Pierre Laurent précise que *"la France doit inlassablement travailler à trois objectifs : tout faire pour que cessent les hostilités ; ramener tous les belligérants, syriens et internationaux, autour de la table des négociations ; imposer une solution politique négociée qui garantisse une transition de la Syrie vers la justice et la démocratie exigée par son peuple"*.

Il n'oubliera pas non plus les autres dossiers brûlants du Moyen-Orient, citant *"la crise sur le nucléaire iranien, la politique israélienne et la question de Palestine, la politique de la Turquie et la question kurde"*.

La tension internationale est momentanément retombée sur le dossier syrien. Reste un peuple syrien qui continue de souffrir.

C'est pour ce peuple que Pierre Laurent, au nom des communistes, s'adresse au gouvernement français en affirmant que, *"au lieu d'imposer la guerre, il faut, avec détermination, avec vos alliés, avec la Russie, emmener les protagonistes syriens aux conditions d'un règlement politique, avec un calendrier et de vraies décisions qui puissent constituer une réelle avancée dans la voie de la transition démocratique attendue par le peuple syrien. La France se grandirait en agissant ainsi"*.

L'avenir du peuple syrien ne se construira pas sous les bombes françaises, mais bien dans le règlement pacifique d'un conflit qui, aujourd'hui, avec l'implication de puissances étrangères dans les deux camps, a pris une dimension internationale.

Après les propos et gestes de division d'Alain Le Vern sur Dieppe, les élus communistes et républicains de l'Eure s'adressent à leurs collègues socialistes (extraits)

« Les élus communistes et républicains de Hte-Normandie souhaitent s'adresser solennellement à vous, militants, élus, dirigeants départementaux ou nationaux du Parti socialiste. La période qui s'ouvre, dans la perspective des prochaines échéances, est marquée d'interrogations multiples sur les dynamiques qui vont s'enclencher.

...Autant vous dire qu'aujourd'hui notre inquiétude est grande au regard de postures et d'initiatives de division, voire de rupture, qui ne peuvent servir que la droite et son extrême.

Ainsi, ces derniers jours, Alain Le Vern, encore Président de la région Haute-Normandie, et des élus locaux et régionaux du Parti socialiste laissent entendre leur volonté de construire, avec la droite, une liste visant à battre une municipalité de gauche, à la gestion reconnue et appréciée par sa population, au motif que celle-ci est dirigée par un maire communiste. Ils indiquent leur hostilité à tout rassemblement avec les communistes, au premier

comme au second tour des municipales à venir (Cf. article du 17 septembre des Informations dieppoises).

Ces déclarations, au-delà de l'amertume qu'elles portent, ont de quoi inquiéter toutes celles et ceux qui ont le cœur à gauche. Ce serait un changement radical d'orientation, qui serait mortifère pour toute la gauche. La droite est menaçante et ses frontières avec l'extrême-droite sont de plus en plus perméables, ici comme dans tout le pays. Nous ne pouvons penser que cette ligne soit celle du Parti Socialiste dans notre région, où coexistent plusieurs visions de la gauche, dont celle du PCF influent et enraciné.

...Personne ne peut et ne doit rester silencieux devant une telle orientation, au risque de s'en rendre complice.

Pour notre part, nous sommes prêts à mener ce débat, publiquement et sereinement, avec la volonté de rassembler largement face à la droite et à l'extrême-droite. » (texte intégral sur pcf27.fr).



Voir article page 4

REGARDS SUR L'EURE

N° 1461 du 27.09 au 16.10.2013 - 0 € 30

Bi-mensuel communiste édité par la Fédération de l'Eure du P.C.F.

Et le coût du capital ?

Après la mauvaise surprise des impôts 2013, le projet de budget 2014 vient d'être présenté par le gouvernement. Il peut se résumer en quelques mots : cadeaux sans précédent aux patrons et coupes sombres dans les dépenses publiques, à commencer par la protection sociale et le fonctionnement de l'assurance maladie. Côté recettes, les salariés et les retraités devront déboursier 10 milliards d'impôts supplémentaires dont 6,5 milliards liés à la hausse de la TVA au 1er janvier prochain. C'est la double peine : plus d'impôts et moins de services publics, avec plus de difficultés pour vivre et se soigner. Et tout ça pour offrir aux grosses sociétés (Peugeot, Sanofi, Carrefour...), au nom d'un prétendu coût du travail, les plus beaux cadeaux fiscaux dont elles aient jamais bénéficié avec en particulier 10 milliards d'euros au titre du CICE (crédit d'impôt compétitivité emploi).

Les communistes entendent bien ne pas laisser sans réponse la propagande sur le coût du travail alors que la question essentielle posée au pays est bien celle du coût du capital.

En effet, le MEDEF réclame et obtient des diminutions de prélèvement sociaux et fiscaux, il organise la recherche permanente de la main-d'œuvre la moins chère sur la planète alors que les comptes de la nation établis en 2010 par l'INSEE nous révèlent que les sociétés non financières (car autres que les banques et les assurances) ont dépensé plus de deux fois plus pour les dividendes et les intérêts bancaires que pour les cotisations sociales. De l'argent il y en a mais cet argent profite à quelques riches toujours plus riches

et fait cruellement défaut aux investissements, à l'emploi, à nos salaires, à nos retraites et à nos services publics.

Non décidément, il n'est plus possible de laisser le MEDEF, le gouvernement et les grands médias mettre sans cesse en avant le déficit des caisses de retraite, de la sécurité sociale et de l'hôpital public sans jamais poser la question du financement, un financement qui passe par l'emploi, de meilleurs salaires et de meilleures retraites, l'égalité salariale hommes-femmes et la contribution des revenus financiers aux cotisations sociales.

C'est ce cri qui montait des allées de la Fête de l'Huma, une Fête de l'Humanité pluvieuse mais plus combative que jamais.

Les débats étaient animés dans les stands eurois, des débats bien loin des petites manœuvres politiciennes qui marquent malheureusement souvent notre vie politique et qui ne servent que l'extrême-droite.

Et l'espoir était au rendez-vous. L'espoir dans une véritable politique de gauche à l'échelle du pays mais aussi l'espoir que l'ambition soit au rendez-vous lors des prochaines élections municipales pour répondre au mieux aux besoins de la population, des besoins qui devront sans aucun doute être précisés avec les intéressés eux-mêmes.

Jean-Luc Lecomte, Secrétaire départemental

RENCONTRE DES ANIMATRICES ET ANIMATEURS DE SECTIONS

à SAINT-DENIS, salle des Docks de Paris, le 5 OCTOBRE 2013 de 9 h à 17 h

Cette réunion aura pour ordre du jour unique la préparation des élections municipales de mars 2014.

L'objectif de cette journée sera de faire le point national sur l'élaboration des contenus et des projets pour nos communes, sur les initiatives et discussions en cours pour contribuer au rassemblement le plus large possible dans chacune d'entre elles, et d'afficher, au-delà de la diversité des situations locales, notre ambition commune pour ces élections.

Dans chaque commune les adhérents du PCF auront à se prononcer par vote sur leurs choix en vue des élections municipales.

BONNA SABLA à PÎTRES ne doit pas fermer ses portes !



Comme si la vallée de l'Andelle n'avait pas assez souffert des fermetures d'entreprises ces dernières années... voilà que l'usine Bonna Sabla à Pîtres annonce sa fermeture pour janvier 2014. Encore une fois nous assistons à la volonté délibérée d'un groupe industriel de se débarrasser d'une de ses « boîtes » sans se préoccuper des possibilités immenses qu'elle pourrait apporter au niveau du territoire. Et pourtant... Lorsqu'on regarde son implantation géographique, on voit bien comment cette usine pourrait augmenter considérablement son carnet de commandes dans les mois et les années qui viennent. Mercredi 11 septembre, le maire de Pîtres, Jean Carré et Gaëtan Levitre, Conseiller général, ont rencontré les salariés en grève. Ils sont solidaires de leur colère légitime et comptent bien leur apporter de l'aide. Il n'est pas question de laisser faire un groupe qui pense plus à se gaver d'argent côté en Bourse que de miser sur la stratégie et l'investissement industriel. Très vite, à la demande des organisations syndicales et des deux élus, un courrier a été envoyé au ministre du redressement productif pour exiger une grande action de recherche de repreneurs. Les 45 salariés peuvent compter sur la réactivité des communistes et du Front de Gauche pour leur apporter tout le soutien dont ils ont besoin. Cette bataille pour l'emploi doit, comme à la papeterie d'Alizay, se solder par une victoire du bon sens en réaction directe à la volonté délibérée d'une direction de vouloir fermer son site pour des raisons spéculatives.



Le PS efface trois ans de lutte des ex Mreal

De M-real à Florange, le gouvernement et les députés socialistes réécrivent l'Histoire. Dans leur intérêt, évidemment ! Chacun se souvient de l'échec retentissant d'Arnaud Montebourg sur le dossier Arcelor-Mittal de Florange. Chacun se souvient des efforts extraordinaires qu'ont dû déployer les salariés de la papeterie M-real d'Alizay avec l'appui de Gaëtan Levitre pour convaincre les pouvoirs publics, le Conseil général notamment, de l'avenir de l'usine alizéenne. Et pourtant ! Toute honte bue et sans modestie aucune, voilà que des responsables socialistes s'attribuent toute la gloire d'une loi qu'ils présentent à l'Assemblée nationale, sous le nom de "Florange" (ça, c'est pour exorciser l'échec !) sur la reprise des sites rentables menacés de fermeture.

Même Jean-Louis Destans fait dans la presse un historique de la reprise du site M-real par le Département qui se limite aux mois qui ont précédé le rachat ! Exit les trois ans de lutte des salariés ! Exit le comité de lutte monté par Gaëtan Levitre ! Exit les blocages de route, les péages gratuits, les marches pour l'emploi, la journée portes-ouvertes, les venues de personnalités nationales, à l'instar d'André Chassaigne, Jean-Luc Mélenchon ou Bernard Thibault ! Exit les motions de soutien défendues par les conseillers

généralistes communistes au Département et les conseillers régionaux Front de gauche à la Région !... Bref ! Avec un bilan social catastrophique après un an au pouvoir, le Parti socialiste tente de se montrer offensif sur l'emploi industriel, quitte à jouer avec les dates et les événements. On aurait pu passer l'éponge si la Loi avait été suffisamment solide pour remplir les fonctions qu'elle est sensée satisfaire. Même pas !

Car le dispositif "*ne s'oppose pas à la fermeture d'un site et n'interdit pas les licenciements boursiers*" et "*il n'oblige pas une entreprise à trouver un repreneur*", selon l'analyse qu'en font les députés communistes, qui parlent même "*d'enfumage*" et souhaitent s'abstenir !

On est loin de la proposition défendue par les salariés de M-real, sur proposition de notre eurodéputé Jacky Hénin et de Gaëtan Levitre, d'une expropriation de toute entreprise viable qui aurait un repreneur identifié ! Avec le recul, on comprend mieux la réécriture de l'Histoire faite par le PS sur cette Loi : faire oublier leur échec sur Florange et leur réticence à apporter leur soutien aux M-real par une Loi qui ne fera pas trembler le patronat ! Pas sûr que cela suffise à faire oublier le reste, notamment le débat à venir sur les retraites !



Fédérations de la Seine
Maritime et de l'Eure

STAGES

DEPARTEMENTAUX

Du 14 au 18 octobre

Du 4 au 8 novembre

Dans leur quotidien, dans leur vie de militant, les communistes sont d'autant plus à l'aise et efficaces qu'ils disposent d'un minimum d'outils, de fondamentaux, pour contredire les idées adverses et valider l'idée communiste, en particulier dans le contexte où nous nous trouvons.

Nos fédérations accordent une grande importance et organisent des moments de formation.

Nos prochains stages départementaux auront lieu du 14 au 18 octobre 2013 et du 4 au 8 novembre 2013. Nous invitons les camarades intéressés à se faire connaître et à confirmer leur participation avec leurs coordonnées.

Le précédent stage a été une réussite avec près de 25 participants. Ce nombre montre l'intérêt et le besoin des camarades pour la formation. Nous avons souhaité programmer directement deux dates pour permettre à tous ceux qui le souhaitent de se former dans de bonnes conditions. Dans un souci de permettre à tous de se former nous avons décidé de faire un stage dans l'agglomération havraise (du 4 au 8 novembre) et l'autre dans l'agglomération rouennaise (14 au 18 octobre).

Les deux stages sont bien sûr ouverts à tous, dans nos deux départements. Les lieux exacts seront communiqués prochainement aux participants qui s'inscrivent.

Contacts : ➤ annick.le-gac@wanadoo.fr

➤ bernard.benat@orange.fr

QUELLE FÊTE... MÊME SOUS LA PLUIE !



80 000 personnes le samedi soir pour écouter M. Mathieu Chédid, autant le lendemain pour Jamel, 40 000 pour HK et les Saltimbanks,... Les chiffres sont éloquentes ! Même si le nombre total d'entrées n'est pas encore connu, le nombre de spectateurs aux concerts et l'affluence sur les stands donnent des élé-



ments de jugement positifs sur la fréquentation de cette Fête. Les 650 000 entrées de 2012 seront probablement atteintes.

L'ambiance générale, au travers des discussions sur les stands et des interventions lors des débats, était encore une fois à la révolte face à une politique nationale tournée vers les intérêts de la finance, du capital, au détriment des intérêts du peuple français. Réforme des retraites, guerre en Syrie, Palestine, éducation, santé,... les sujets de discussion ont été nombreux sur nos stands eurois.

En trois jours, ce sont des centaines de visiteurs, normands ou



non, qui sont venus se restaurer à la tarterie d'Évreux, manger des crêpes de Gisors ou du cochon grillé de Louviers-Pont-de-l'Arche, des dizaines de billets de tombola achetés au stand Risle -Charentonne...

Près d'une dizaine d'Eurois ont fait le choix de rejoindre le Parti communiste à l'occasion de la Fête. Nous les saluons ici.

Trois jours de Fête et d'expression politique des communistes et de la gauche combative pour dire notre volonté de changer le cours de l'Histoire, de reprendre la main de notre destin aux financiers qui imposent leurs choix aux gouvernements.

La Fête de l'Humanité sera un tremplin pour les luttes pour l'emploi, pour l'exigence du retour à la retraite à 60 ans à taux



plein, contre les ingérences militaires à l'étranger et pour la paix, notamment en Palestine.

Autant de sujets abordés bien sûr par notre secrétaire national, Pierre Laurent, à l'occasion du meeting avec force conviction, et chaleureusement applaudi quand il lance à la foule : « **Je suis devant vous car je crois en une gauche populaire. Je suis devant vous car je crois que mille porte-à-porte valent mieux qu'un passage à la télévision. Je suis devant vous car je crois au peuple français. Et à ces millions d'électeurs socialistes, je**



veux envoyer un message simple : aidez-nous car vous vous aiderez, rejoignez le Front de gauche car vous aiderez la gauche ! Le pays a besoin que des millions d'entre nous se lèvent pour exiger un changement ! » (intégralité du discours sur pcf27.fr)

En attendant l'édition 2014, les communistes haut-normands vous donnent rendez-vous les 23 et 24 novembre prochain pour la Fête de l'Humanité en Normandie, au Parc des Expos de Rouen.

1 300 personnes ont rejoint le PCF à l'occasion de cette Fête de l'Humanité. Un bon signe ! Qu'attendez-vous ?